Catalogue 11-002F (English 11-002E) ISSN 0380-0563

I·N·F·O·M·A·T

REVUE HEBDOMADAIRE

NOT FOR LOAN
NE S'EMPRUNTE PAS

STATISTICS CANADA STATISTIQUE CANADA
MAR 5 1993
LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE

Le vendredi 5 mars 1993

75 Years of Excellence / Ans d'excellence

APERÇU

- **Croissance économique plus forte au quatrième trimestre**
  L'économie a été plus vigoureuse au quatrième trimestre, le produit intérieur brut aux prix de 1986 ayant augmenté de 0,9 %, après une hausse de 0,3 % au trimestre précédent.
- **Reprise de la croissance mensuelle du PIB**
  Après avoir diminué faiblement en novembre, le produit intérieur brut au coût des facteurs s'est redressé de 0,4 % en décembre.
- **Baisse du déficit du compte courant**
  Le déficit désaisonnalisé du compte courant du Canada, en baisse, est passé de 7,6 milliards de dollars au troisième trimestre de 1992 à 6,5 milliards de dollars au quatrième trimestre.
- **Augmentation de 0,3 % de la rémunération hebdomadaire moyenne**
  La rémunération hebdomadaire moyenne désaisonnalisée des travailleurs canadiens s'est accrue de 0,3 % en décembre, pour atteindre 557,89 $.
- **Baisse des emprunts des secteurs non financiers canadiens**
  Les secteurs non financiers canadiens ont emprunté 67,2 milliards de dollars sur le marché du crédit et sur le marché boursier au quatrième trimestre de 1992, ce qui représente une baisse par rapport à 75,2 milliards de dollars au troisième trimestre.
- **Bénéfices d'exploitation à la baisse au quatrième trimestre**
  Les bénéfices d'exploitation désaisonnalisés de l'ensemble des entreprises canadiennes s'élevaient à 8,6 milliards de dollars au quatrième trimestre de 1992, ce qui représente une baisse de 18,9 % en regard du troisième trimestre.

Ce numéro comprend **également** de l'information sur **les dépenses en immobilisations pour 1993** et **les recettes monétaires agricoles.**

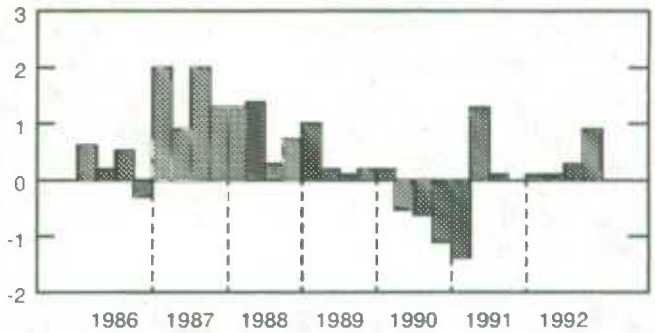
Croissance économique plus forte au quatrième trimestre

L'économie a été plus vigoureuse au quatrième trimestre, le produit intérieur brut aux prix de 1986 ayant augmenté de 0,9 %, après une hausse de 0,3 % au trimestre précédent. La progression au quatrième trimestre s'explique entièrement par l'accroissement des exportations, principalement en ce qui concerne les machines et le matériel de bureau, le bois de construction, la pâte de bois, le papier journal, les métaux précieux et les pièces de véhicules automobiles.

(suite à la page 2)

PIB aux prix de 1986

Variation en %, trimestre précédent



... Croissance économique plus forte au quatrième trimestre

Les dépenses des consommateurs sont restées inchangées au quatrième trimestre. Les ventes étaient vigoureuses en octobre, stables en novembre et faibles en décembre. Les consommateurs sont demeurés prudents alors que les taux d'intérêt augmentaient, que le taux de chômage mensuel grimpait et que les incertitudes politiques atteignaient leur point culmunant lors du référendum.

De même, la construction résidentielle est demeurée fondamentalement inchangée. La réduction de l'activité sur le marché de la revente a été compensée par la croissance dans la construction neuve (1,8 %) et les modifications et améliorations aux logements existants (1,1 %). Après désaisonnalisation aux taux annuels, le nombre de logements mis en chantier demeure le même au cours du trimestre, à 168 500.

L'investissement des entreprises en usines et matériel a baissé de 2,1 % au cours du trimestre. La construction non résidentielle a chuté pour un sixième trimestre consécutif, de 7,2 % au cours du quatrième trimestre de 1992, tandis que les achats de machines et de matériel ont augmenté de 0,5 %.

Les traitements, salaires et revenus supplémentaires du travail ont augmenté de 0,8 % au cours du trimestre. L'augmentation du revenu du travail s'est produite dans le secteur des services et touchait notamment les branches du commerce, des finances, des services commerciaux et des administrations fédérale et locales.

Le revenu des particuliers s'est accru de 0,5 % pendant le quatrième trimestre, pour atteindre 3,1 milliards de dollars, ce qui reflète une hausse du revenu du travail. Les paiements de transfert des administrations aux particuliers ont diminué légèrement par suite de la baisse du nombre de bénéficiaires de l'assurance-chômage. Le revenu personnel disponible (après impôts) est resté stable, en raison de paiements d'impôt sur le revenu plus élevés.

Pour de plus amples renseignements, commander Comptes nationaux des revenus et dépenses (numéro 13-001 au catalogue) ou communiquer avec la Divison des comptes nationaux et de l'environnement au (613) 961-3640.

•

Reprise de la croissance mensuelle du PIB

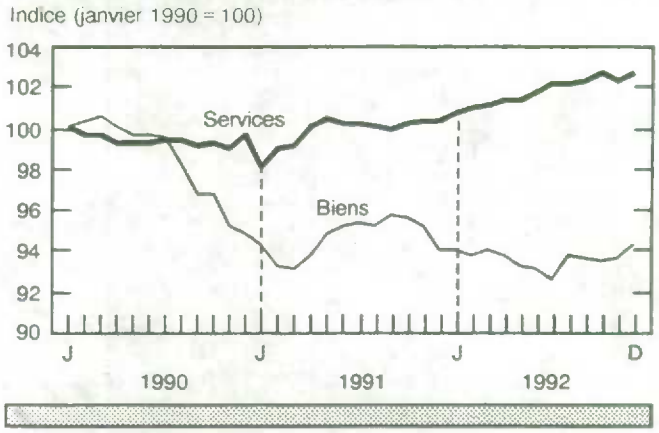
Après avoir augmenté de 0,2 % en octobre et diminué de 0,1 % en novembre, le produit intérieur brut au coût des facteurs s'est accru de 0,4 % en décembre. Les producteurs de biens ont augmenté leur production de 0,6 % en décembre, la production manufacturière ayant monté en flèche, après avoir connu une croissance substantielle au cours des mois précédents.

La production des fabricants, en hausse de 1,7 %, s'est accrue dans 11 des 21 principaux groupes manufacturiers. La production du groupe des produits électriques a fait un bond de 9,0 % en décembre en raison surtout des fortes augmentations observées du côté des machines pour bureaux, magasins et commerces (surtout des ordinateurs) et du matériel électrique (surtout du matériel de télécommunications).

La production des fabricants de véhicules automobiles a progressé de 3,6 %, après avoir bondi de 10,3 % en novembre. Elle s'est donc accrue de 5,5 % au quatrième trimestre, ce qui représente sa première augmentation trimestrielle depuis le premier trimestre de 1992.

La production s'est élevée de 3,5 % en décembre dans le groupe des produits du bois en raison surtout de la hausse de la production de bois d'oeuvre et de contreplaqué. La valeur des exportations de bois d'oeuvre et d'autres produits du bois a grimpé de 9,6 % au quatrième trimestre, entraînée à la hausse par l'augmentation de la demande de logement observée aux États-Unis.

Produit intérieur brut
Production selon le secteur



La production minière a fléchi de 1,5 %, ce qui représente une troisième baisse mensuelle consécutive, pour descendre à un niveau inférieur de 5,4 % à celui qu'elle avait atteint en septembre. La production des services publics a diminué de 1,1 % en raison surtout de la baisse de la production d'électricité.

Après avoir diminué de 0,3 % en novembre, la production du secteur des services s'est redressée de 0,3 % en décembre. Les gains étaient modérés et largement répartis, le commerce de détail ayant été la seule grande branche de services à produire moins. La production de la finance, des assurances et des affaires immobilières s'est hissée de 0,2 %,

(suite à la page 3)

... Reprise de la croissance mensuelle du PIB

après avoir chuté de 1,3 % en novembre. La production des services socioculturels, commerciaux et personnels s'est accrue en raison surtout de la hausse de 3,7 % de la production des services hôteliers. La production des services de transport et d'entreposage a progressé de 0,5 % en décembre, après avoir diminué de 0.8 % en novembre.

Pour de plus amples renseignements, commander Produit intérieur brut par industrie (numéro 15-001 au catalogue) ou communiquer avec la Division des mesures et de l'analyse des industries au (613) 951-3673. (Voir aussi le tableau «Tendances actuelles» à la page 9)

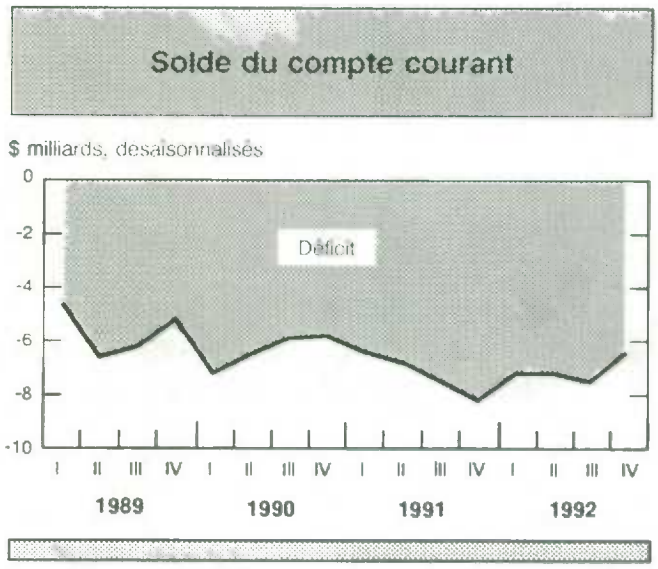
Baisse du déficit du compte courant

Le déficit désaisonnalisé du compte courant du Canada a diminué en regard des niveaux élevés des derniers trimestres, puisqu'il a baissé de 1,1 milliard de dollars au quatrième trimestre de 1992, pour descendre à 6,5 milliards de dollars. Cette baisse l'a fait passer de 29,2 milliards de dollars en 1991 à 28,6 milliards de dollars en 1992 et a interrompu la série d'augmentations qu'il connaissait depuis 1985.

Comme les exportations et les importations de marchandises ont atteint de nouveaux sommets, l'excédent commercial s'est accru de 1,4 milliard de dollars par rapport au troisième trimestre, pour atteindre 3,4 milliards de dollars. La valeur des exportations, en hausse de 4,7 %, a progressé pour un quatrième trimestre consécutif et atteint 41,7 milliards de dollars. La valeur des importations a elle aussi continué d'augmenter, de 1,2 %, pour s'élever à 38,3 milliards de dollars.

Le compte du revenu de placements s'est soldé par un déficit de 6,4 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 0,5 milliard de dollars par rapport au troisième trimestre. Cette augmentation était principalement attribuable à la baisse des recettes versées au chapitre des intérêts et des dividendes.

Le déficit du compte des voyages s'est légèrement amélioré au quatrième trimestre, puisqu'il a diminué de 6,0 % par rapport au troisième trimestre, pour descendre à 2,1 milliards de dollars. Les voyageurs canadiens ont dépensé deux fois plus à l'étranger (4,1 milliards de dollars) que les visiteurs étrangers n'ont dépensé au Canada (2,0 milliards de dollars).



Le compte de capital, qui n'est pas désaisonnalisé, montre que les investissements étrangers en valeurs mobilières canadiennes se sont redressés assez fortement, après être descendus à un niveau net inhabituellement bas au troisième trimestre. Les non-résidents ont largement réparti leurs investissements; ils ont acheté pour 3,0 milliards de dollars d'obligations canadiennes, 2,6 milliards de dollars d'effets à court terme du marché monétaire et 0,9 milliard de dollars d'actions.

Pour de plus amples renseignements, commander Balance des paiements internationaux (numéro 67-001 au catalogue) ou communiquer avec la Division de la balance des paiements au (613) 951-9055.

Augmentation de 0,3 % de la rémunération hebdomadaire moyenne

La rémunération hebdomadaire moyenne désaisonnalisée des travailleurs canadiens s'est accrue de 0,3 % en décembre, pour atteindre 557,89 $. Malgré cette hausse, son taux de croissance d'une année à l'autre a diminué, puisqu'il est passé de 3,4 % en novembre à 3,2 % en décembre.

Dans le secteur des biens, la rémunération hebdomadaire s'est accrue de 2,4 % en regard de l'année précédente, pour atteindre 693,15 $. Il s'agit du taux de croissance le plus faible depuis novembre 1986. La rémunération a progressé pour un troisième mois consécutif dans la composante manufacturière, cette fois de 0,8 %, mais elle a diminué de 2,2 % dans la composante forestière.

Dans le secteur des services, la rémunération s'est accrue de 0,2 %, pour atteindre 517,08 $, et a connu une hausse de 3,7 % par rapport au niveau qu'elle avait atteint un an auparavant. L'augmentation mensuelle était principalement attribuable aux gains observés dans la finance, les assurances et les affaires immobilières (0,7 %) et dans la santé et les services sociaux (0,7 %).

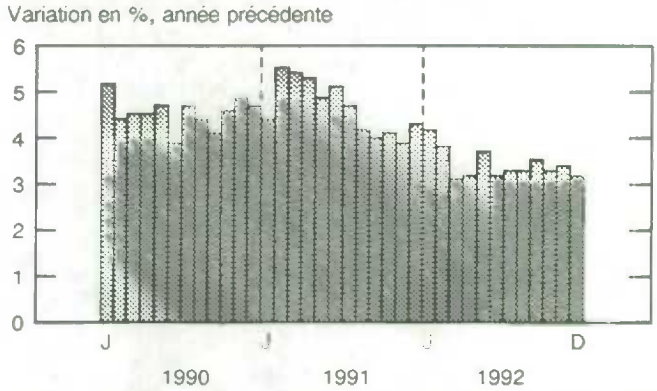
(suite à la page 4)

... Augmentation de 0,3 % de la rémunération hebdomadaire moyenne

L'emploi s'est accru pour un deuxième mois consécutif, après avoir diminué pendant cinq mois. Environ 9,9 millions de personnes étaient occupées en décembre, mais la croissance de l'emploi a surtout eu lieu dans le secteur des services.

Pour de plus amples renseignements, commander Emploi, gains et durée du travail (numéro 72-002 au catalogue) ou communiquer avec la Division du travail au (613) 951-4090.

Rémunération hebdomadaire moyenne



Baisse des emprunts des secteurs non financiers canadiens

Les secteurs non financiers canadiens ont emprunté 67,2 milliards de dollars au taux annuel sur le marché du crédit et sur le marché boursier au quatrième trimestre de 1992. Il s'agit d'une diminution modérée en regard de la demande de financement, elle-même en baisse, enregistrée au trimestre précédent. Les emprunts des administrations publiques, en hausse, représentaient plus de 50 % du financement total.

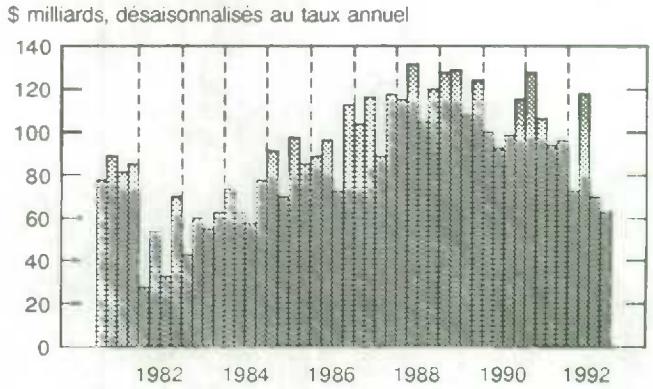
La demande de financement des sociétés privées non financières a chuté de 79,2 % par rapport au troisième trimestre, pour descendre à 2,4 milliards de dollars, ce qui a permis de rembourser la dette contractée sur le marché du crédit. Bien qu'elles aient diminué, les émissions d'actions sont demeurées fortes pour un quatrième trimestre consécutif.

Les emprunts de l'administration fédérale, en baisse, sont passés de 29,8 milliards de dollars au troisième trimestre à 9,0 milliards au quatrième, et ce, malgré une légère augmentation du déficit. Ce financement s'est fait surtout au moyen d'obligations négociables plutôt que de bons du Trésor.

La demande de financement des autres niveaux de l'administration publique s'est fortement accrue, puisqu'elle est passée de 6,4 milliards de dollars au troisième trimestre à 30,1 milliards de dollars au quatrième trimestre. Ce sont les administrations provinciales qui ont fait augmenter ces emprunts. Bien que les administrations provinciales se soient surtout financées en émettant des titres négociables à long terme, elles ont également fait d'importantes émissions d'effets provinciaux à court terme, en prévision peut-être de nouvelles baisses des taux d'intérêt.

Les emprunts du secteur des particuliers se sont raffermis au quatrième trimestre. Ils sont passés de 23,7 milliards de dollars au troisième trimestre à 27,7 milliards de dollars au quatrième trimestre. La demande de crédit hypothécaire, qui a commencé à remonter au printemps de 1991, a fait montre d'une vigueur modérée au cours des quatre derniers trimestres. L'encours de crédit à la consommation s'est accru au cours de la seconde moitié de 1992, ce qui reflète la croissance modeste de la demande d'automobiles, observée au troisième trimestre, et de la demande d'autres biens de consommation durables, constatée au quatrième trimestre.

Total du financement par les secteurs non financiers



La faiblesse de la demande globale de financement s'explique par le rythme très lent de la reprise économique en 1992. Le total du financement obtenu sur les marchés financiers ne représente qu'environ 80 % du niveau de 1991, ce qui représente le plus bas niveau depuis 1986. Le refinancement de la dette existante constituait la plus grande partie de l'activité sur les marchés du crédit en 1992.

Pour de plus amples renseignements, commander Comptes des flux financiers (numéro 13-014 au catalogue) ou communiquer avec la Division des comptes nationaux et de l'environnement au (613) 951-3640.

Bénéfices d'exploitation à la baisse au quatrième trimestre

Les bénéfices d'exploitation désaisonnalisés de l'ensemble des entreprises canadiennes s'élevaient à 8,6 milliards de dollars au quatrième trimestre de 1992, ce qui représente une baisse de 18,9 % en regard du troisième trimestre. Les bénéfices se situaient bien au-dessous de la moyenne de 10,5 milliards de dollars des trois premiers trimestres. Le repli des bénéfices du quatrième trimestre était en majeure partie attribuable aux provisions pour pertes sur prêts non productifs et aux importants amortissements immobiliers.

Les bénéfices d'exploitation des branches d'activité financières ont chuté pour se fixer à 0,9 milliard de dollars, comparativement à 3,0 milliards de dollars au troisième trimestre. Outre les banques à chartes, les assureurs-vie, les sociétés de fiducie et les assureurs incendie, accidents et risques divers ont également enregistré d'importantes diminutions.

Au quatrième trimestre de 1992, les bénéfices d'exploitation des branches d'activité non financières sont demeurés inchangés à 7,7 milliards de dollars. Au quatrième trimestre de 1991, les bénéfices ont touché leur plus bas niveau, soit 6,2 milliards de dollars, après avoir atteint un sommet de 18 milliards de dollars en 1988. Au quatrième trimestre, certaines des hausses les plus importantes ont été observées dans les branches d'activité du bois et du papier, du matériel électronique et des services informatiques et du pétrole et du gaz naturel. De fortes baisses ont été enregistrées au regard de la promotion, construction et exploitation immobilières et des véhicules automobiles, pièces et pneus.

Pour de plus amples renseignements, commander Statistiques financières trimestrielles des entreprises (numéro 61-008 au catalogue) ou communiquer avec la Division de l'organisation et des finances de l'industrie au (613) 951-9843.

Dépenses en immobilisations plus élevées en 1993

Les dépenses en nouvelles immobilisations devraient totaliser 125,8 milliards de dollars en 1993, ce qui représenterait une augmentation de 3,9 % en dollars courants par rapport à l'estimation provisoire des dépenses réelles effectuées en 1992 (121,1 milliards de dollars). L'estimation de 121,1 milliards de dollars, cependant, demeure inférieure de 7,7 % aux perspectives d'investissement annoncées l'année passée. Il s'agit de la troisième année consécutive pour laquelle les dépenses réelles sont inférieures aux prévisions.

Dans le secteur des entreprises, les dépenses devraient se chiffrer à 70,9 milliards de dollars en 1993, ce qui représenterait une hausse de 2,5 % en regard de 1992. Les fabricants s'attendent à augmenter leurs dépenses de 4,8 %, pour les porter à 15,3 milliards de dollars. Les dépenses devraient s'accroître de 14,7 % dans les industries pétrolières et minières, pour atteindre 6,8 milliards de dollars; elles devraient augmenter principalement dans le secteur du pétrole et du gaz, où elles s'élèveraient de 776 millions de dollars.

Le secteur des services publics prévoit réduire ses dépenses en immobilisations de 2,1 % et les abaisser à 23,9 milliards de dollars. Les baisses se produiraient surtout dans le secteur du téléphone et dans celui de l'électricité. Le secteur financier s'attend également à réduire ses dépenses en immobilisations, lesquelles passeraient à 6,4 milliards de dollars, en baisse de 4,8 %.

Les administrations publiques devraient dépenser 11,9 % de plus qu'en 1992 (15,1 milliards de dollars en tout), puisque tous les niveaux de l'administration publique prévoient accroître leurs dépenses. Les institutions envisagent de dépenser 5,3 milliards de dollars, c'est-à-dire 2,4 % de plus que prévu. Ce sont surtout les hôpitaux et les universités qui seraient à l'origine de cette augmentation.

Les investissements en construction résidentielle devraient atteindre 34,6 milliards de dollars en 1993, ce qui équivaudrait à une hausse de 3,9 % par rapport à 1992. En 1992, ces investissements s'étaient accrus de 7,6 % en regard de 1991.

Les dépenses devraient augmenter dans la moitié des 10 provinces et au Yukon en 1993, surtout à Terre-Neuve, où l'on s'attend à ce qu'elles s'accroissent de 18,4 %.

Pour de plus amples renseignements, commander Investissements privés et publics au Canada, Perspectives 1993 (numéro 61-205 au catalogue) ou communiquer avec la Division de l'investissements et du stock de capital au (613) 951-2209.

Les recettes monétaires agricoles atteignent de nouveaux sommets

Les recettes monétaires agricoles perçues en 1992 ont atteint le seuil inégalé de 23,3 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 8,8 % en regard de 1991. L'ancien record de 22,5 milliards de dollars remonte à 1989. La forte augmentation des paiements directs et la hausse modérée des recettes associées au bétail ont plus que contrebalancé la modeste baisse des recettes au chapitre des cultures.

Les recettes monétaires agricoles ont augmenté dans 9 des 10 provinces, l'Alberta (16,8 %) et l'Ontario (11,3 %) ayant connu les plus fortes hausses. L'accroissement des paiements directs a contribué grandement à l'augmentation relevée en Alberta et en Ontario. L'Alberta a également bénéficié d'une hausse des recettes au titre des bovins. L'Ontario a enregistré une hausse des recettes au titre des bovins et du blé. Les recettes monétaires ont diminué seulement à l'Île-du-Prince-Édouard en raison d'une baisse de 25,0 % des recettes au titre des pommes de terre.

(suite à la page 6)

... Les recettes monétaires agricoles atteignent de nouveaux sommets

Les paiements directs faits en vertu des programmes ont subi une forte augmentation, passant de 2,3 milliards de dollars en 1991 à 3,8 milliards de dollars en 1992. Cette hausse est attribuable aux paiements faits en vertu des nouveaux programmes de protection – le Régime d'assurance du revenu brut (1,3 milliard de dollars) et le Compte de stabilisation du revenu net (337 millions de dollars) – et à la forte augmentation des autres paiements (spéciaux) et des paiements tripartites. Les autres paiements (spéciaux) ont atteint 669 millions de dollars en 1992, tandis que les paiements tripartites se sont élevés à 371 millions de dollars.

En 1992, les recettes provenant du bétail et des produits d'origine animale ont atteint 11,3 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 5,4 % par rapport au niveau de l'année précédente. Comme la valeur et le nombre d'animaux exportés ont atteint des sommets inégalés et qu'ils étaient plus de cinq fois supérieurs aux niveaux de 1986, les recettes perçues au chapitre des bovins se sont soldées par une somme record de 4,1 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 18,0 % en regard du niveau de l'année précédente. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par la chute (leur première depuis 1983) des recettes provenant de la vente de produits laitiers, qui ont diminué de 3,2 % par rapport à 1991, pour s'établir à 3,0 milliards de dollars. Les recettes au chapitre du porc ont chuté de 4,4 %, pour descendre à 1,76 milliard de dollars en 1992, c'est-à-dire leur niveau le plus bas depuis 1983. La baisse prononcée des prix du porc a plus que contrebalancé l'augmentation du volume des ventes.

Les recettes au chapitre des cultures ont diminué de 2,3 %, pour s'établir à 8,1 milliards de dollars. La diminution des recettes au titre du blé et de l'orge de même que la baisse de remboursements des recettes différées au titre des céréales ont été partiellement neutralisées par la hausse des paiements de la Commission canadienne du blé et de recettes au titre du canola.

Pour de plus amples renseignements, commander Recettes monétaires agricoles (numéro 21-001 au catalogue) ou communiquer avec la Division de l'agriculture au (613) 951-8707.

PUBLICATIONS PARUES DU 26 FÉVRIER AU 4 MARS 1993

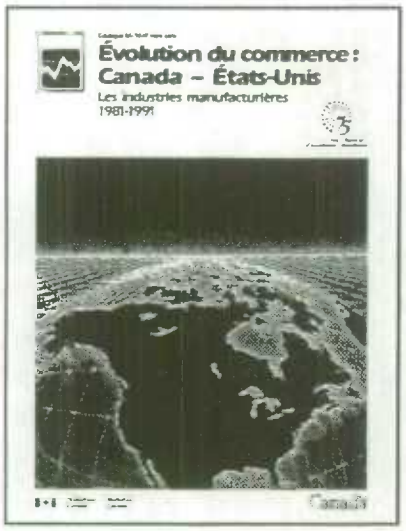
Division/Titre de la publication	Période	Numéro au catalogue	Prix : Numéro/Abonnement Canada (CAN $)	États-Unis (US $)	Autres pays (US $)
AGRICULTURE					
Recettes monétaires agricoles	janvier - décembre 1992	21-001	11/44	13,25/53	15,50/62
ANALYSE DES ENQUÊTES SUR LE TRAVAIL ET LES MÉNAGES					
L'emploi et le revenu en perspective	printemps 1993	75-001F	13,25/53	16/64	18,50/74
CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE					
Bulettin de service Juristat : Les services correctionnels au Canada, vol.13, nº 3	1991-1992	85-002	3,60/90	4,30/108	5/126
Services correctionnels pour adultes au Canada	1991-1992	85-211	39	47	55
COMMERCE INTERNATIONAL					
Évolution du commerce: Canada-États-Unis – Les industries manufacturières	1981-1991	65-504F	50	60	70
ÉDUCATION, CULTURE ET TOURISME					
Bibliothèques publiques	1990-1991	87-205	30	36	42
Bulletin des statistiques de l'éducation, L'éducation permanente dans les universités canadiennes, vol. 15, nº 2	1988-1989 1989-1990 1990-1991	81-002	4,90/49	5,90/59	6,90/69
Traitements et échelles de traitement des enseignants à plein temps des universités canadiennes	1989-1990	81-258	22	26	31
ENTRÉES-SORTIES					
La structure par entrées-sorties de l'économie canadienne	1989	15-201	60	72	84
INDUSTRIE					
Ciment	janvier 1993	44-001	5/50	6/60	7/70
Conserves de maïs conditionné	1992	32-236	13	16	18
Enquête interprovinciale sur les marchandises vendues en gros	1990	63-542	48	58	67
Laine minérale y compris les isolants en fibre de verre	janvier 1993	44-004	5/50	6/60	7/70
Livraisons trimestrielles des produits meubles de bureau	trimestre terminé le 31 décembre 1992	35-006	6,75/27	8/32	9,50/38
Panneaux isolants rigides	janvier 1993	36-002	5/50	6/60	7/70
Papier-toiture asphalté	janvier 1993	45-001	5/50	6/60	7/70
Production et stocks de fromage fondu et de poudre de lait écrémé instantané	janvier 1993	32-024	5/50	6/60	7/70
Production et stocks de thé, café et cacao	trimestre terminé en décembre 1992	32-025	6,75/27	8/32	9,50/38
Production, livraisons et stocks en main des scieries à l'est des Rocheuses	décembre 1992	35-002	10/100	12/120	14/140
Production, livraisons et stocks en main des scieries en Colombie-Britannique	décembre 1992	35-003	7,10/71	8,50/85	9,90/99
Ventes et stocks des grands magasins	novembre 1992	63-002	14,40/144	17,30/173	20,20/202
PRIX					
Indice des prix des entrées dans l'agriculture	quatrième trimestre 1992	62-004	18/72	22/88	25/100
RECENSEMENT					
Activité – Le pays	recensement 1991	93-324	40	48	56
Activité des femmes selon la présence d'enfants – Le pays	recensement 1991	93-325	40	48	56
Âge, sexe, état matrimonial et union libre	rapports techniques du recensement de 1991	92-325F	20	24	28
Industrie et catégorie de travailleurs – Le pays	recensement 1991	93-326	40	48	56
Profession – Le pays	recensement 1991	93-327	40	48	56
SERVICES, SCIENCES ET TECHNOLOGIE					
Statistiques des restaurants, traiteurs et tavernes	décembre 1992	63-011	6,10/61	7,30/73	8,50/85
TRANSPORTS					
Bulletin de service Aviation, vol. 25, nº 2	février 1993	51-004	9,30/93	11,20/112	13/130

NOUVEAUTÉS DE STATISTIQUE CANADA

L'emploi et le revenu en perspective

L'édition du printemps 1993 de *L'emploi et le revenu en perspective*, la revue trimestrielle de Statistique Canada consacrée à l'emploi et le revenu, est maintenant disponible. Ce numéro offre un supplément qui revoit les événements survenus sur le marché du travail en 1992 et un article sur les moyens utilisés par les travailleurs canadiens âgés de 45 à 64 ans pour planifier leur retraite. On y retrouve aussi une étude sur les mères seules et le marché du travail, et sur les femmes professeures. D'autres articles traitent du travail par postes et d'une mise à jour des cotisations et du revenu tiré des REÉR. De plus, une étude qui examine comment la productivité canadienne est mesurée et quels facteurs l'affectent.

Le numéro du printemps 1993 de L'emploi et le revenu en perspective (numéro 75-001F au catalogue, 13,25 $/53 $) est maintenant disponible. Pour de plus amples renseignements sur ce numéro, veuillez communiquer avec Cécile Dumas (613-951-6894) ou Doreen Duchesne (613-951-6893), Division de l'analyse des enquêtes sur le travail et les ménages.



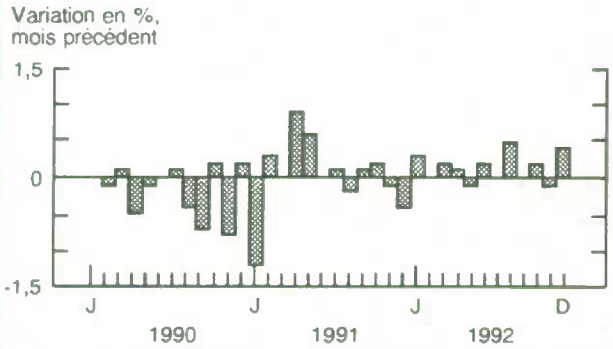
Évolution du commerce: Canada-États-Unis Les industries manufacturières, 1981-1991

Statistique Canada a procédé à la compilation d'une série de données statistiques permettant de mieux suivre l'évolution du commerce nord-américain depuis le début des années 80. Cette publication présente les résultats des efforts déployés dans ce sens. Les données offrent deux avantages importants: les données sur le commerce de marchandises sont attribuées à leurs industries d'origine, ce qui rend possible le traitement de données reliées à plusieurs variables économiques; les incohérences au niveau des séries chronologiques ont été corrigées toutes les fois que les renseignements disponibles permettaient de le faire, ce qui assure les utilisateurs qu'il est possible de comparer la situation au fil de temps.

La publication Évolution du commerce: Canada-États-Unis Les industries manufacturières, 1981-1991 (numéro 65-504F au catalogue, 50 $) est maintenant disponible. Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec la Section des services à la clientèle (613-951-9647), Division du commerce international (télécopieur 613-951-0117).

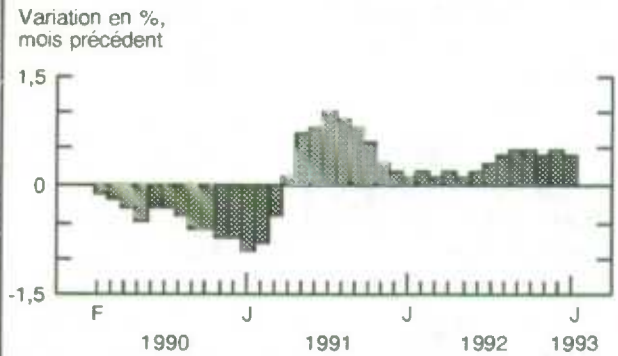
LES TENDANCES ACTUELLES

Produit intérieur brut



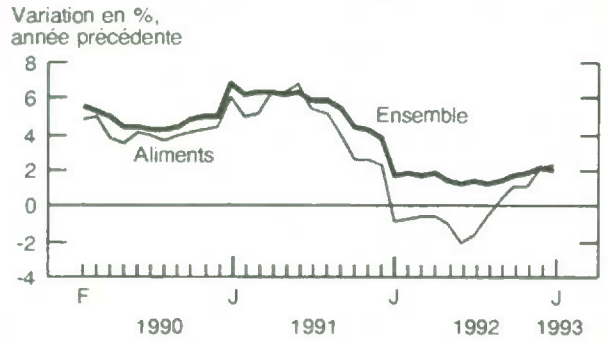
Après avoir diminué faiblement en novembre, le produit intérieur brut au coût des facteurs s'est redressé de 0,4 % en décembre.

Indicateur avancé composite



L'indicateur avancé composite s'est accru de 0,4 % en janvier, ce qui concorde avec les hausses mensuelles révisées de 0,4 % ou de 0,5 % enregistrées depuis octobre.

Indice des prix à la consommation

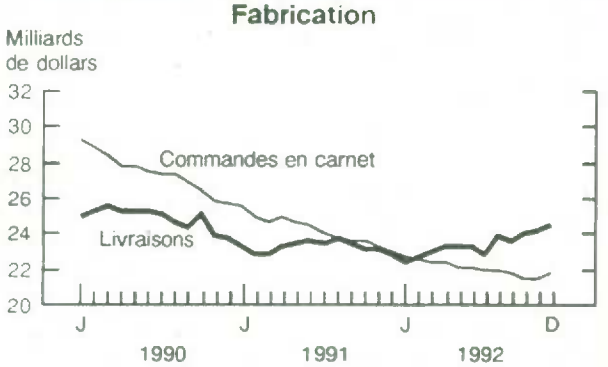


L'augmentation d'une année à l'autre de l'Indice d'ensemble des prix à la consommation était de 2,0 % en janvier. L'indice des prix des aliments s'est accru de 2,2 %, ce qui représente la plus forte hausse depuis décembre 1991.

Taux de chômage

En janvier, le taux de chômage est descendu à 11,0 % après avoir été de 11,5 % en décembre.

Fabrication



La valeur des livraisons des fabricants canadiens a augmenté de 1,3 % en décembre pour atteindre 24,4 milliards de dollars. La valeur des commandes en carnet a augmenté de 1,2 %, la première hausse en quatre mois.

Commerce des marchandises

La valeur désaisonnalisée des exportations de marchandises a augmenté de 1,5 % en décembre pour atteindre 14,0 milliards de dollars. La valeur des importations a augmenté de 1,7 % pour atteindre 13,0 milliards de dollars.

Nota : *Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'indice des prix à la consommation.*

STATISTICS CANADA LIBRARY
BIBLIOTHEQUE STATISTIQUE CANADA
1010136763

DERNIÈ[illegible]S MENSUELLES

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation annuelle
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de $ de 1986)	décembre*	506,0	0,4 %	1,7 %
Indicateur avancé composite (1981 = 100)	janvier	148,8	0,4 %	3,7 %
Bénéfices d'exploitation des entreprises (milliards de $)	4e trim.*	8,6	-18,9 %	-12,8 %
DEMANDE DOMESTIQUE				
Ventes au détail (milliards de $)	décembre	15,7	0,0 %	3,5 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	décembre	108,5	4,3 %	8,2 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	janvier	12,3	0,1 %	0,3 %
Taux de chômage (%)	janvier	11,0	-0,5	0,5
Taux d'activité (%)	janvier	65,2	-0,3	-0,5
Revenu du travail (milliards de $)	novembre	32,7	0,0 %	2,5 %
Rémunération hebdomadaire moyenne ($)	décembre*	557,89	0,3 %	3,2 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations – Base douanière (milliards de $)	décembre	14,0	1,5 %	18,4 %
Importations – Base douanière (milliards de $)	décembre	13,0	1,7 %	18,4 %
Balance du commerce extérieur (milliards de $)	décembre	1,0	0,0	0,16
FABRICANTS				
Livraisons (milliards de $)	décembre	24,4	1,3 %	7,4 %
Nouvelles commandes (milliards de $)	décembre	24,6	2,5 %	10,0 %
Commandes en carnet (milliards de $)	décembre	21,6	1,2 %	-5,8 %
Ratio des stocks aux livraisons	décembre	1,40	-0,01	-0,12
Taux d'utilisation de la capacité (%)	3e trim.	75,0	0,9	1,0
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1986 = 100)	janvier	129,6	0,4 %	2,0 %
Indice des prix des produits industriels (1986=100)	janvier	111,4	0,4 %	3,9 %
Indice des prix des matières brutes (1986=100)	décembre	110,2	-0,2 %	10,6 %
Indice des prix des maisons neuves (1986=100)	décembre	134,7	-0,1 %	0,6 %

Nota : *Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de la rémunération hebdomadaire moyenne et des indices de prix.*
* *Nouveau cette semaine.*

I•N•F•O•M•A•T

Bulletin hebdomadaire

Publié par la Division des communications Statistique Canada. Immeuble R.H. Coats, 10e étage, Ottawa (Ont.), K1A 0T6.

Rédacteur en chef : Greg Thomson (613) 951-1187
Rédactrice : Louise Larouche (613) 951-1197

Numéro 11-002F au catalogue. Prix : Canada : 2,50 $ l'exemplaire, 125 $ par année; États-Unis : 3 $ US l'exemplaire, 150 $ US par année; Autres pays : 3,50 $ US l'exemplaire, 175 $ US par année. Aux clients canadiens: veuillez ajouter 7% de TPS.

Abonnements : envoyer un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada/Vente des publications, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commander par téléphone. Au Canada et aux États-Unis composer 1-800-267-6677. Dans tout autre pays, composer 613-951-7277.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, 1993. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division de la commercialisation, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.
∞